# "Le difficile combat pour la transparence" dans La Voix du Luxembourg (21 mars 2001)

**Légende:** Le 21 mars 2001, le quotidien luxembourgeois La Voix du Luxembourg présente l'importance de la transparence pour la présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne. La Suède défend l'idée que le libre accès des citoyens et des médias aux documents des institutions communautaires renforce le contrôle démocratique sur le travail de l'Union.

**Source:** La Voix du Luxembourg. 21.03.2001. Luxembourg: saint-paul luxembourg s.a. "Le difficile combat pour la transparence", p. 1.

**Copyright:** (c) Imprimerie Saint-Paul s.a.

**URL:**
http://www.cvce.eu/obj/le_difficile_combat_pour_la_transparence_dans_la_voix_du_luxembourg_21_mars_2001-fr-7b951afb-163e-466d-a122-898793c31e1f.html

**Date de dernière mise à jour:** 10/08/2016

## Le difficile combat pour la transparence

**Stockholm** (AFP). – La Suède, qui a fait de la «transparence» le fil directeur de sa présidence, est engagée dans une difficile course contre la montre pour faire accorder au public un droit d'accès aux documents des institutions communautaires – conseil, commission et parlement – qui, selon elle, rapprochera l'Union européenne (UE) de ses citoyens.

Le traité d'Amsterdam fixe au 1er mai l'entrée en vigueur de nouvelles règles pour l'accès et la consultation des documents administratifs de l'UE et, de l'avis de plusieurs observateurs, «les choses sont mal engagées».

«Certains Etats membres, comme la France et l'Allemagne, considèrent que nous en faisons trop», indique Olle Abrahamsson, directeur des affaires juridiques au ministère suédois de la Justice. «Au contraire, d'autres, comme la Finlande, le Danemark, les Pays-Bas et l'Irlande, soutiennent notre démarche», précise-t-il.

Presque aussi eurosceptique que le Royaume-Uni, comme lui non-membre de l'Union monétaire et consciente de ce fait des limites de son influence parmi les Quinze, la Suède considère que la transparence fait partie des thèmes «proches des préoccupations des gens» que son caractère national, modeste et pragmatique, la conduit à promouvoir.

Pour elle, le libre accès aux documents établis au sein des institutions communautaires doit permettre aux individus et aux médias de discuter les décisions officielles avant qu'elle ne soient prises et rendre l'administration européenne plus efficace, les fonctionnaires se sachant scrutés par le public. Il s'agit de renforcer le contrôle démocratique sur le travail de l'Union, ce qui donnerait une légitimité accrue à ses décisions, estime-t-on dans le royaume.

Mais les négociations en cours entre la présidence suédoise, le conseil, la commission et le parlement, qui doivent reprendre le 26 mars à Bruxelles, achoppent notamment «sur le traitement des documents »sensibles«, par exemple ceux concernant l'OTAN et la Défense», explique M. Abrahamsson. «Et aussi sur les exceptions pour lesquelles les nouvelles règles ne seraient pas applicables», ajoute-t-il.

«Tout cela va finir en eau de boudin», estime Alf Lindberg, qui suit le dossier pour la Fédération européenne des journalistes.

«La présidence suédoise est en train de pousser les feux pour parvenir à un accord même si certaines propositions du conseil sont en retrait par rapport aux règles actuelles», estime-t-il.

Selon lui, Stockholm serait bien avisé de convaincre les autres capitales et le conseil que «le débat est engagé sur une mauvaise voie». La Suède pourrait, de ce fait, se voir contrainte «de demander à la Belgique de reprendre le dossier», estime pour sa part Agneta Lindblom-Hultén, présidente du Syndicat des journalistes suédois.

Ayant retenu de la présidence française qu'à trop promettre on risque de décevoir au moment du bilan, la présidence suédoise affiche depuis le 1er janvier sur son site *Internet* le calendrier détaillé des quelque 1.600 réunions techniques qu'elle organise en marge des réunions ministérielles proprement dites.

La Suède s'est également engagée à diffuser une masse «sans précédent» d'informations sur les prochains travaux du Conseil, lors du sommet européen de Stockholm. Le royaume est en outre le premier pays de l'UE à avoir publié le coût de l'organisation de sa présidence (835 millions de couronnes, environ 94 millions d'euros).

Déjà en décembre, au sommet de Nice, elle avait largement promu la transparence, distribuant notamment à la presse les numéros de téléphone portable des haut-fonctionnaires européens. L'initiative avait fait tiquer les eurocrates.

En Suède, la loi fondamentale dispose que tous les documents et informations détenus par le service public sont accessibles au citoyen. Jusqu'à la correspondance du Premier ministre...